



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20211213-D211312-4-DE
Date de télétransmission : 20/12/2021
Date de réception préfecture : 20/12/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 13 DECEMBRE 2021

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 28 jusqu'au point 15 – 27 au point 16 – 28 du point 17 au point 19

Représentés : 7

Absent : 1 au point 16

L'an deux mille vingt et un, le treize décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MMES RICCIARELLI, LE PALUD, ADJOINTS ; MM. SERRES (A L'EXCEPTION DU POINT 16), HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. RICCARDI, POLICE, DEBBI, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, LEANZA, M. RODRIGUES, MME BERNIER, M. LEBAS FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

M. DELIANCOURT.....POUVOIR A M. JANUS

MME NAOUM-GHAZIEFF POUVOIR A M. LACAMBRE

MME MORIEZ.....POUVOIR A MME GY

M. PAUDELEUX POUVOIR A MME LE PALUD

M. BOUKOUNA.....POUVOIR A MME GREMION

MME HADJIAT POUVOIR A M. DEBBI

M. FERYN POUVOIR A MME YENKETRAMDOO

ABSENT : M. SERRES (POUR LE VOTE DU POINT 16)

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy DEBBI**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

D211312-4

Budget principal primitif 2022 : subventions aux associations.

OBJET : BUDGET PRINCIPAL PRIMITIF 2022 : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS.**RAPPORTEUR : DANY LOYAU****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

La commune de Chilly-Mazarin porte une attention particulière à la situation des associations qui œuvrent pour les Chiroquois et sollicitent une subvention municipale. Ces subventions sont octroyées afin de concourir au développement de la vie associative.

Conformément à la loi, il convient de voter, par délibération distincte du budget, les montants des subventions allouées aux associations en 2022.

Ces montants ont été déterminés en fonction des demandes des associations, de l'intérêt général reconnu à leurs activités, de l'ampleur de celles-ci, et des moyens de la collectivité, avec une attention spécifique en faveur de celles exerçant dans le domaine de la jeunesse.

Par ailleurs, il est également prévu des subventions complémentaires aux associations suivantes, porteuses de projets spécifiques :

- L'association François Truffaut pour des initiations scolaires,
- L'association JJB Team dans le cadre de la participation au championnat d'Europe 2022 à Lisbonne,
- L'association De l'Air dans l'Art pour monter un spectacle,
- L'association Croix De Bois Croix de Fer pour monter un spectacle,
- L'association Contact pour des actions de soutien contre le décrochage scolaire,
- L'association Judo Club Chilly-Mazarin Morangis (JCMM) dans le cadre d'un stage sportif de haut niveau dans les Landes,
- L'association Rugby Club Chilly (RCC) en raison du report de l'action Sport Santé,
- L'association 91 FM pour une scène musicale à l'occasion de ses 10 ans,
- L'association sportive du Lycée Marguerite Yourcenar pour la création d'une salle de musculation,
- L'association Basket-Club dans le cadre d'actions de promotion auprès des élèves des écoles de la ville,
- L'association Tennis Club Morangis - Chilly-Mazarin (TCMCM) dans le cadre d'activités en faveur des personnes malvoyantes.

En vertu de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, des contrats d'objectifs seront conclus avec les associations recevant une subvention égale ou supérieure à 23 000 €, mais également avec celles sollicitant une subvention pour un projet prédéfini. Ce contrat permet de s'assurer que les subventions sont employées dans un but d'intérêt général et participe au développement d'une plus grande transparence des politiques publiques.

En outre, l'article 10-1 de la loi précitée prévoit désormais que toute association non agréée au titre de son article 25-1 ou non reconnue d'utilité publique, qui sollicite une subvention auprès d'une autorité administrative, s'engage par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

- À respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution.
- À ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.
- À s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

Le décret d'application destiné à préciser le contrat d'engagement républicain n'ayant pas encore été adopté par le gouvernement, la commune de Chilly-Mazarin souhaite intégrer cet engagement au sein des conventions d'objectifs et de moyens et faire signer une charte de la laïcité aux associations. Ces modalités seront amenées à évoluer avec l'adoption du décret évoqué ci-dessus.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur la délibération suivante.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-21, L. 2122-22 et L. 2311-7,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment les articles 9-1 et suivants,

VU la loi n° 2021-875 du 1^{er} juillet 2021 visant à améliorer la trésorerie des associations,

VU la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU l'instruction budgétaire M14 applicable aux communes,

VU la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,

VU l'avis de la commission des finances du 2 décembre 2021,

CONSIDERANT que les subventions aux associations sont octroyées afin de concourir au développement de la vie associative conformément à l'intérêt public local,

CONSIDERANT que toute association, non agréée au titre de l'article 25-1 de la loi n° 2000-321 susvisée ou non reconnue d'utilité publique, qui sollicite une subvention auprès d'une autorité administrative s'engage par la souscription d'un contrat d'engagement républicain,

CONSIDERANT l'absence de décret d'application de la loi du 24 août 2021 précitée, suppléée par la mise en place d'une charte de la laïcité, ci-annexée,

CONSIDERANT qu'il convient de conclure des contrats d'objectifs avec les associations de Chilly-Mazarin recevant une subvention égale ou supérieure à 23 000 € ou porteuses d'un projet prédéfini,

CONSIDERANT le tableau listant les subventions aux associations et le contrat d'objectifs type, ci-annexés,

D É L I B È R E

ARTICLE 1 : APPROUVE le versement des subventions 2022 aux associations de Chilly-Mazarin, dont la liste et le montant sont précisés au sein du tableau figurant en annexe n° 1 de la présente délibération et **APPROUVE** la charte de la laïcité, qui devra être signé par les associations, en annexe n°3.

ARTICLE 2 : APPROUVE le versement des subventions (28 250 €) sur projet suivantes au titre de l'année 2022 :

- 13 500 € à l'association François Truffaut,
- 2 500 € à l'association JJB Team,
- 2 000 € à l'association De l'Air dans l'Art,
- 2 000 € à l'association Croix De Bois Croix de Fer,
- 1 800 € à l'association Contact,
- 1 500 € à l'association Judo Club Chilly-Mazarin Morangis (JCMM),
- 1 200 € à l'association Rugby Club Chilly (RCC),
- 1 050 € à l'association 91 FM,

- 1 000 € à l'association sportive du Chilly-Mazarin (ASCM),
- 1 000 € à l'association Basket-Club,
- 700 € à l'association Tennis Club Morangis - Chilly-Mazarin (TCMCM).

ARTICLE 3 : APPROUVE le contrat d'objectifs et de moyens type figurant à l'annexe n° 2 de la présente délibération, à conclure avec les associations mentionnées à l'article 2 bénéficiaires d'une subvention sur projet, et aux associations suivantes bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement égale ou supérieure à 23 000 € :

- 80 000 € à l'association Judo Club Chilly-Mazarin Morangis (JCMM),
- 33 000 € à l'association Rugby Club Chilly (RCC),
- 45 000 € à l'association Football Club Morangis-Chilly (FCMC),
- 47 000 € à l'association Contact,
- 37 500 € à l'Amicale du Personnel,

ARTICLE 4 : ABROGE l'article 2 de la délibération n° D152005-2 du 20 mai 2015 quant aux modalités de paiement des subventions et **FIXE** les critères suivants pour la répartition annuelle des versements, hors convention spécifique :

- Subventions annuelles ou sur projet inférieures à 23 000 € : versement en une fois à compter du vote du budget primitif de l'exercice concerné,
- Subventions annuelles ou sur projet égales ou supérieures à 23 000 € : versement d'un acompte de 4/12^{ème} de la subvention votée au cours du 1^{er} trimestre, et du solde en parts égales en deux fois, en mai et septembre.

ARTICLE 5 : DECIDE d'attribuer une subvention de fonctionnement de 145 000 € à l'association François Truffaut et une subvention de fonctionnement de 360 000 € au CCAS, dont les versements s'effectueront mensuellement. **DECIDE** d'attribuer à l'association François Truffaut une subvention compensatoire pour la mise à disposition de salles de 28 500 €, dont les modalités seront prévues par une convention de partenariat.

ARTICLE 6 : AUTORISE la Maire à signer les contrats d'objectifs avec les associations concernées ainsi que tout document y afférant.

ARTICLE 7 : DIT que les dépenses seront inscrites au budget 2022 de la collectivité.

Résultat du vote : 29 POUR (R.REZGUI, D.LACAMBRE et le pouvoir de M.NAOUM-GHAZIEFF, I.GY et le pouvoir de L.MORIEZ, C.PROPONET, D.LOYAU, JP.CRUSE, K.GREMION et le pouvoir de S.BOUKOUNA, A.JANUS et le pouvoir de JC.DELIANCOURT, B.RICCIARELLI, S.LE PALUD et le pouvoir de F.PAUDELEUX, M.SERRES, P.HAMONIC, V.BOUGE, MH.MICHON, A.SOUSA, G.YENKETRAMDOO et le pouvoir de C.FERYN, D.RICCARDI, E.POLICE, S.DEBBI et le pouvoir de K.HADJIAT, H.TERRINE ; J.RODRIGUES, J.LEBAS) – 6 NE PRENANT PAS PART AU VOTE (M.CINOSI-GIRARD, O.BOCHE, P.RIBEIRO-CAPITAO, C.LACARRIERE-FARGES, N.LEANZA, P.BERNIER).

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.



Chilly-Mazarin, le 13 décembre 2021

La Maire,
Rafika REZGUI

Article	F.	Service	Objet subvention	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	BP 2022
INVESTISSEMENT						64 000,00 €
				LC.2755		64 000,00 €
204182	72	DST	Surcharge foncière	HABITAT ET HUMANISME	SA HLM	20 000,00 €
204182	72	DST	Surcharge foncière	SEQENS	SA HLM	44 000,00 €
				TOTAL 204182 :		64 000,00 €
FONCTIONNEMENT						948 343,00 €
				L.C.22165		360 000,00 €
657362	520	SDS	fonctionnement	C.C.A.S.	EPA	360 000,00 €
				TOTAL 657362 :		360 000,00 €
				LC.22166		3 500,00 €
657361	20	ENS	fonctionnement	CAISSE DES ÉCOLES	EPA	3 500,00 €
				TOTAL 657361 :		3 500,00 €
				LC.9432		1 200,00 €
6574	520	PM	fonctionnement	Ass Chilly-Mazarin Sud des Voisins et des Citoyens Vigilants	Association	1 200,00 €
				LC. 9441		37 500,00 €
6574	020	DRH	fonctionnement	AMICALE DU PERSONNEL	Association	37 500,00 €
				LC.9443		700,00 €
6574	20	ENS	fonctionnement	ASPEEP (Parents d'élèves GS PASTEUR)	Association	200,00 €
6574	20	ENS	fonctionnement	APIM (Parents d'élèves GS LA MONTAGNE)	Association	500,00 €
				LC.9444		3 735,00 €
6574	211	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE MATER CHÂTEAU	Association	1 030,50 €
6574	211	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE MATER CENTRE	Association	472,50 €
6574	211	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE MATER ROSEAUX	Association	432,00 €
6574	211	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE MATER SAULES	Association	432,00 €
6574	211	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE MATER PASTEUR	Association	756,00 €
6574	211	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE MATER KERGOMARD	Association	612,00 €
				LC.9836		5 958,00 €
6574	212	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE ELEM CHÂTEAU	Association	1 633,50 €
6574	212	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE ELEM PASTEUR	Association	1 750,50 €
6574	212	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE ELEM CURIE	Association	1 035,00 €
6574	212	ENS	fonctionnement	COOPÉRATIVE ELEM FONTAINE	Association	1 539,00 €
				LC.9448		48 800,00 €
6574	255	ENS	fonctionnement	ASSOCIATION CONTACT	Association	47 000,00 €
6574	255	ENS	projet	ASSOCIATION CONTACT	Association	1 800,00 €
				LC 9434		187 000,00 €
6574	314	SCU	fonctionnement	ASSOCIATION FRANCOIS TRUFFAUT	Association	145 000,00 €
6574	314	SCU	projet	ASSOCIATION FRANCOIS TRUFFAUT - PROJETS CINÉMA	Association	13 500,00 €
6574	314	SCU	Compensatoire	ASSOCIATION FRANCOIS TRUFFAUT	Association	28 500,00 €
				LC.9452		20 900,00 €
6574	33	SCU	fonctionnement	FRANCO-BERBÈRE DE L'ESSONNE	Association	1 500,00 €
6574	33	SCU	fonctionnement	LES MAZARINETTES	Association	800,00 €
6574	33	SCU	fonctionnement	COMITE DES JUMELAGES	Association	1 000,00 €
6574	33	SCU	fonctionnement	L'ATELIER DE CATHERINE	Association	800,00 €
6574	33	SCU	fonctionnement	APPRENTISSAGE DES LANGUES ET CULTURES	Association	1 000,00 €
6574	33	SCU	fonctionnement	INTERMEDES ROBINSON	Association	10 000,00 €
6574	33	SCU	fonctionnement	GOSPEL IN CHILLY	Association	1 000,00 €
				NOUVELLES DEMANDES		
6574	33	SCU	projet	DE L'AIR DANS L'ART	Association	2 000,00 €
6574	33	SCU	fonctionnement	CROIX DE BOIS CROIX DE FER	Association	800,00 €
6574	33	SCU	projet	CROIX DE BOIS CROIX DE FER	Association	2 000,00 €
				LC.9449		5 000,00 €
6574	422	SJE	fonctionnement	LUDOTHÈQUE	Association	5 000,00 €

				LC.11214		1 550,00 €
6574	422	SJE	fonctionnement	91 FM	Association	500,00 €
6574	422	SJE	projet	91 FM	Association	1 050,00 €
				LC.9454		6 800,00 €
6574	025	SDS	fonctionnement	A.R.A.C. - ASSOCIATION ANCIENS COMBATTANTS	Association	500,00 €
6574	025	SDS	fonctionnement	COMITE DÉPARTEMENTAL DU SOUVENIR DU GÉNÉRAL DE GAULLE	Association	300,00 €
6574	025	SDS	fonctionnement	COMITE LEGION HONNEUR	Association	200,00 €
6574	521	SDS	fonctionnement	I.M.P.R.O. - ASSOCIATION VALENTIN HAÛY	Association	4 000,00 €
6574	521	SDS	fonctionnement	UNAFAM ESSONNE	Association	200,00 €
6574	521	SDS	fonctionnement	RESIDENCE SOLEIL	Association	800,00 €
6574	521	SDS	fonctionnement	AFM	Association	200,00 €
6574	521	SDS	fonctionnement	OASIS	Association	600,00 €
Article		Subv. n°	Objet subvention	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	BP 2022
				LC.20057		5 000,00 €
6574	90	SPE	fonctionnement	ASSOCIATION KIFEKOI	Association	5 000,00 €
				NOUVELLES DEMANDES		1 800,00 €
6574			fonctionnement	POULETTES YVETTE	Association	300,00 €
6574			fonctionnement	ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT ET DE DEFENCE DE L'ABEILLE EN VILLE (ADDAV)	Association	500,00 €
6574			fonctionnement	AMIPATTES	Association	1 000,00 €
				LC.9435		248 900,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLÈGE LES DÎNES CHIENS	Association	500,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCÉE MARGUERITE YOURCENAR	Association	500,00 €
			projet	ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCÉE MARGUERITE YOURCENAR (salle musc.)	Association	1 000,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	BADMINTON SPORT ET LOISIR CHIROQUOIS	Association	4 000,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	BASKET - CLUB	Association	10 000,00 €
6574	40	SSP	projet	BASKET - CLUB (projet : interventions école)	Association	1 000,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	CLUB DE GYMNASTIQUE MORANGIS/CHILLY	Association	3 000,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	CLUB D'ESCRIME	Association	13 000,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	DAUPHIN CLUB - SECTION PLONGÉE	Association	3 000,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	ESCALADE CHIROQUOISE	Association	6 000,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	FOOTBALL - CLUB MORANGIS/CHILLY	Association	45 000,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	JUDO CLUB	Association	80 000,00 €
6574	40	SSP	projet	JUDO CLUB (projet stage minimes/cadets)	Association	1 500,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	KARATÉ CLUB	Association	9 000,00 €
6574	33	SCU	fonctionnement	MOVE AND GO	Association	500,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	RUGBY CLUB	Association	33 000,00 €
6574	40	SSP	projet	RUGBY CLUB (contrat objectif rugby féminin)	Association	1 200,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	TENNIS - CLUB (TCMCM)	Association	6 000,00 €
6574	40	SSP	projet	TENNIS - CLUB (projet : 700 pour achat matériel activités adaptées mal voyants)	Association	700,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	TENNIS - CLUB DE TABLE	Association	13 000,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	TWIRLING CLUB DE CHILLY	Association	4 500,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	VELO CLUB BANLIEUE SUD	Association	7 500,00 €
6574	40	SSP	fonctionnement	JJB Team	Association	2 500,00 €
6574	40	SSP	projet	JJB Team (projet championnat d'Europe)	Association	2 500,00 €
				LC.9461		10 000,00 €
6574	025	DSF		PROVISIONS NON AFFECTÉES		10 000,00 €
				TOTAL 6574 :		584 843,00 €
						BP 2022
				TOTAL Subventions de Fonctionnement		948 343,00 €

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS **AVEC L'ASSOCIATION XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

ENTRE

La commune de Chilly-Mazarin, représentée par sa Maire en exercice, Madame Rafika REZGUI, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 13 décembre 2021, désignée sous le terme « l'Administration » ou « la commune », d'une part.

ET

L'Association « XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX », représentée par sa/son Président(e) en exercice, M./Mme XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX dont le siège social est situé XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX et désignée sous le terme « l'association », d'autre part.

PREAMBULE

[Subvention sur projet]

Considérant que la commune de Chilly-Mazarin souhaite soutenir le projet de l'Association XXXXXX visant à XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX [décrire le projet] par le versement d'une subvention.

OU

[Subvention annuelle]

Considérant que la commune de Chilly-Mazarin souhaite apporter son soutien à l'Association XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX dans la mise en œuvre de ses actions en faveur des Chiroquois par le versement d'une subvention.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

[Subvention annuelle]

Dans le cadre de la mise en place d'une politique associative municipale et par la présente convention, l'association, partenaire de la commune, s'engage à réaliser les objectifs cités ci-dessous, conformes à l'objet social de l'association :

- Les activités et l'objet proposés par l'association doivent présenter obligatoirement un intérêt public local pour les habitants de la commune et s'adresser principalement à ces derniers ;
- La subvention a pour but d'aider au financement des seules actions qui présentent un intérêt public local ;
-[objectifs complémentaires à renseigner en fonction de l'association concernée].

[Subvention sur projet]

Par la présente convention, la commune de Chilly-Mazarin octroie une subvention à l'Association pour la mise en œuvre de son projet visant à XXXXXXXXX.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie à compter de sa date de signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour l'année 2022, l'Administration attribue à l'Association une subvention d'un montant de XXXX €.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

La contribution financière sera créditée sur le compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Subventions annuelles ou sur projet inférieures à 23 000 € : versement en une fois à compter du vote du budget primitif de l'exercice concerné,
- Subventions annuelles ou sur projet égales ou supérieures à 23 000 € : versement d'un acompte de 4/12^{ème} de la subvention votée, avant l'adoption du budget, et du solde en parts égales en deux fois au cours des mois de mai et septembre.

ARTICLE 5 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de son exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations dans l'hypothèse où la subvention est affectée à un projet déterminé ;
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce dans l'hypothèse où le seuil de subvention fixé par décret est atteint (153 000 €) ;
- Son rapport annuel d'activité ;
- Les justificatifs correspondant à la mise en œuvre du projet le cas échéant.

ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En vertu de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'attribution de la subvention à l'association est conditionnée par la souscription d'un contrat d'engagement républicain par lequel cette dernière s'engage :

- à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

Lorsqu'il apparaît que la subvention n'a pas reçu l'emploi auquel elle avait été destinée, la commune peut en ordonner la répétition à concurrence des sommes qui ont été employées à un objet différent de celui qui avait été prévu conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996.

Tout refus de communication ou toute communication tardive des justificatifs mentionnés à l'article 5 entraînera la suppression ou le reversement de la subvention.

L'Administration informe l'Association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – ÉVALUATION

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, une évaluation contradictoire portera sur la réalisation du projet déterminé par l'Association ou, le cas échéant, sur l'impact de ses activités au regard de l'intérêt général.

A ce titre, l'Association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre de son projet ou de ses activités.

ARTICLE 9 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Administration. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

L'Administration contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA SUBVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention entérinant le versement d'une subvention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 8 et aux contrôles de l'article 9.

ARTICLE 11 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'Administration et l'Association.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 13 – RECOURS

Tout litige résultant de la présente convention relève du ressort du tribunal administratif de Versailles, étant entendu que l'Administration comme l'Association privilégieront la voie amiable.

Fait à Chilly-Mazarin, le

**Pour la Commune,
La Maire,
Rafika REZGUI**

**Pour l'Association,
La/le Président(e),
XXXXXXXXXXXXXXXXXX**



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20211213-D211312-4-DE
Date de télétransmission : 20/12/2021
Date de réception préfecture : 20/12/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

Annexe à la délibération n° D211312-3

PROPOSITION D'UNE CHARTE DE LA LAICITE

*La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.
Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle garantit des droits égaux aux hommes et aux femmes et respecte toutes les croyances. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions notamment religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. La liberté de religion ou de conviction ne rencontre que des limites nécessaires au respect du pluralisme religieux, à la protection des droits et libertés d'autrui, aux impératifs de l'ordre public et au maintien de la paix civile.
La République assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes dans les conditions fixées par la loi du 9 décembre 1905.*

ARTICLE 1 - LA FRANCE EST UNE REPUBLIQUE INDIVISIBLE, LAÏQUE, DEMOCRATIQUE ET SOCIALE

Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble du territoire, de tous les citoyens.
Elle respecte toutes les croyances.

ARTICLE 2 - LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3 - LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4 – LA LAÏCITE CONTRIBUE A LA DIGNITE DE LA PERSONNE ET A L'EGALITE D'ACCES AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle et religieuse.

ARTICLE 5 - LA LAÏCITE CONTRIBUE A L'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET A LA DIGNITE DES PERSONNES

La République laïque ne tolère aucune discrimination, notamment entre les femmes et les hommes, qu'elle découle d'un motif religieux ou autre. La laïcité contribue à promouvoir



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20211213-D211312-4-DE
Date de télétransmission : 20/12/2021
Date de réception préfecture : 20/12/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

une culture commune du respect, du dialogue, de la tolérance mutuelle et de la considération d'autrui comme semblable doté de la même dignité et des mêmes droits.

ARTICLE 6 - LA LAÏCITE GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacun et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 7 - LA LAÏCITE CONTRIBUE A LA FRATERNITE

La laïcité fédère, renforce l'unité de la nation et contribue à la mise en œuvre de l'idéal républicain de fraternité.

ARTICLE 8 - LA LAÏCITE GARANTIT LE LIBRE ARBITRE

La laïcité offre à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. La République laïque n'admet aucune injonction ni contrainte visant à imposer l'adhésion à une conviction, religion, ou à une pratique quelle qu'elle soit. Aucune religion ni aucun courant de pensée ne peut imposer ses prescriptions à la République.

ARTICLE 9 - LA LAÏCITE CONTRIBUE A L'EGAL ACCES AUX SERVICES ET EQUIPEMENTS PUBLICS

La laïcité garantit la neutralité de l'Etat, des collectivités locales et des services publics et leur parfaite impartialité vis-à-vis de tous les usagers, quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions. La neutralité s'impose au agents et salariés exerçant une mission de service public. De même, toute discrimination à raison notamment de la religion, de la conviction, du genre ou de l'orientation sexuelle doit être poursuivie. Nul usager ne peut être exclu de l'accès aux services et équipements publics en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 10 – LES ASSOCIATIONS SUBVENTIONNEES SONT RESPECTUEUSES DE LA LIBERTE ET DE L'EGALITE

L'organisation des activités des associations subventionnées est respectueuse du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience, l'égalité et l'accueil de toutes et tous quelles que soient leurs convictions ou religion. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur des associations n'exerçant pas une mission de service public. Pour les salariés et bénévoles de ces associations, les restrictions au port de signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse sont possibles, si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir et proportionnées au but recherché.

Pour l'Association,
La / le Président(e),